

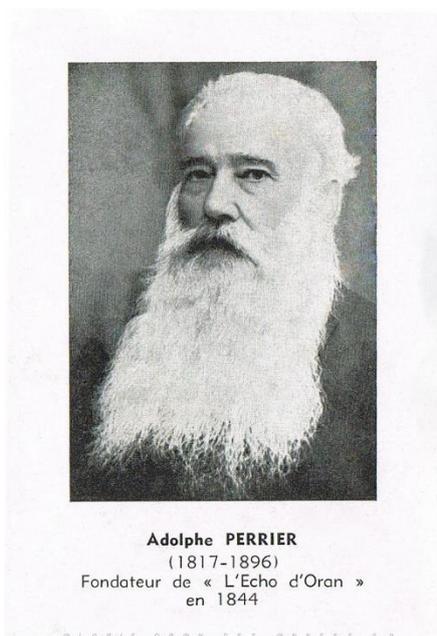
Pierre LAFFONT (13/03/1913 Marseille – 17/03/1993 Paris)

Né le 13 mars 1913 à Marseille (Bouches-du-Rhône)



Son père, l'enseigne de vaisseau Raymond Laffont, est le directeur de la Compagnie Générale Transatlantique à Marseille, et à Oran le représentant de Charles Jonnart, Gouverneur général de l'Algérie.

Sa mère, Nathalie Perrier, est la petite-fille d'Adolphe Perrier, né en 1818 à Gorze en Moselle, premier rédacteur en chef de l'Echo d'Oran en 1844.



Pierre Laffont perd sa mère très jeune des suites de la grippe espagnole de 1918.

Il est le frère de l'éditeur Robert Laffont : ce dernier créa en 1941 à Marseille les éditions Laffont, transférées à Paris en 1945.

Après une scolarité métropolitaine, qui le mène à une licence de droit à l'université d'Aix-en-Provence et à un diplôme de l'école de notariat de Marseille, il s'embarque outre-Méditerranée pour se lancer dans la carrière journalistique.

En 1945, il prend la direction de l’Echo d’Oran, principal quotidien de la ville d’Oran, dont son arrière-grand-père maternel, on l’a vu, était un des fondateurs.



À la tête du grand quotidien de l’Ouest algérien, Pierre Laffont publie des éditoriaux qui comptent dans la vie politique et intellectuelle du pays.

En septembre 1954 il est Chevalier de la Légion d’honneur.

M. Pierre LAFFONT
directeur général de « L’Echo d’Oran »
CHEVALIER DE LA
LÉGION D’HONNEUR
A TITRE EXCEPTIONNEL

C’EST avec une joie très vive que nous apprenons la nomination dans la Légion d’honneur de M. Pierre Laffont, Directeur général de « L’Echo d’Oran », fait Chevalier, à titre exceptionnel, dans la promotion du Ministère de l’Intérieur.

Cette marque d’honneur que le Gouvernement de la République confère aujourd’hui à notre jeune Directeur général n’a surpris personne dans notre grande maison et ne surprendra pas davantage les nombreux Oranais qui l’ont approché, connu et, du premier coup, lui ont donné leur estime totale. Car M. Pierre Laffont, parmi toutes les qualités qu’il tient de sa naissance comme de sa formation, a surtout celle d’être humain et généreux.

Fils de Raymond Laffont, qui fut directeur général de la Compagnie Générale Transatlantique à Marseille, et de Netty Perrier, petit-fils de Paul Perrier, que nos anciens ont connu et profondément respecté, arrière-petit-fils

d’Adolphe Perrier, qui créa « L’Echo d’Oran » il y a 110 ans, M. Pierre Laffont devint directeur général du journal il y a moins de deux lustres.

Dès lors, la vocation de journaliste qu’il avait héritée de sa grande lignée se révéla aussi brillante que dynamique. A l’affût de toutes les améliorations possibles, non seulement dans la grande maison dont il est devenu le chef, mais encore dans notre ville et dans notre Oranie, sa jeunesse d’esprit et de cœur lui inspira les initiatives les plus louables et les plus heureuses.

Ce n’est pas à nous de rappeler les résultats des efforts soutenus de M. Pierre Laffont dans tous les domaines, mais l’Oranie a été le témoin de leur grand succès et y a retrouvé, avec le goût du risque des pionniers authentiques dont il est le descendant, une volonté de dévouement constant aux intérêts supérieurs du pays. Sans doute, M. Pierre Laffont marchait-il dans la voie tracée par les grands chefs de sa famille. Mais sa marche n’en est pas moins méritante.

Aussi n’est-il pas étonnant que sa réputation ait dépassé le cadre de notre province et que le Gouvernement ait tenu à l’honorer d’une manière spéciale.

En lui exprimant nos félicitations les plus respectueusement cordiales, nous n’hésitons pas à y ajouter celles des innombrables lecteurs de « L’Echo d’Oran » dont beaucoup sont devenus ses amis personnels et dont tous rendent hommage à sa haute compréhension du rôle de la Presse au service de l’homme.



L’Echo d’Oran

Lorsqu’en novembre 1954, commencent ce qu’on appellera les « événements d’Algérie », il prend des positions qui en font un proche des libéraux, ces Français d’Algérie qui condamnent la violence de toutes parts et cherchent les voies d’une issue pacifique. Farouche adversaire de l’indépendance, il se fait l’avocat d’une solution qu’il souhaite française et juste pour tous.

Ainsi, dans son éditorial du 23 mai 1955, il préconise une sortie rapide du conflit afin d'assurer le salut du pays, pour « les Français de toutes origines et de toutes confessions », en ces termes : « Nous n'avons jamais pensé que la force fût la solution de tous les problèmes. Nous nous sommes toujours employés à développer l'esprit de générosité, de justice et de progrès. [...] La paix est le premier bien des pays civilisés ».

Au fur et à mesure que le conflit dure et s'enlise, Pierre Laffont décide de prolonger son engagement au-delà de ses activités de journaliste.

Aux élections législatives de juin 1958, consécutives au retour du général de Gaulle, il se présente sur la liste pour le Renouveau de l'Algérie française, conduite par le docteur Chérif Sid Cara, dans la 8^{ème} circonscription, Oran-campagne, liste sur laquelle il est le seul « Français d'Algérie ».



Le docteur Sid Cara, qui la conduit, est alors le co-président, avec le général Massu, du Comité central de salut public d'Algérie. Les positions défendues sont nettement favorables à l'Algérie française, à une solution de type « intégrationniste » ; elles rencontrent un succès remarquable.

Le 30 novembre 1958, la liste pour le Renouveau de l'Algérie française remporte, en effet, 84% des suffrages exprimés, face à une unique liste concurrente, dite d'Union républicaine.

La popularité du directeur de L'Écho d'Oran, qui tire à cette époque à 120 000 exemplaires, ainsi que celle de Sid Cara, figure majeure de la vie politique oranaise depuis l'après-guerre, n'y sont sans doute pas étrangères.

Élu au Palais Bourbon, Pierre Laffont s'inscrit au groupe de la Formation administrative des élus d'Algérie et du Sahara, qui devient en juillet 1959 le groupe pour le Regroupement national de l'unité de la République. Il est nommé membre suppléant de la Commission spéciale du règlement en janvier 1959, puis membre de plein exercice de la Commission des affaires étrangères, dans laquelle il siège d'octobre 1959 à avril 1960, date à laquelle il cesse d'appartenir au groupe de l'Unité de la République, et prend l'étiquette d'indépendant, puis de nouveau à partir d'octobre 1960.

Parallèlement à sa fonction de député, il continue à diriger le quotidien oranais, et réalise à ce titre deux entretiens avec de Gaulle, en 1959 et en 1960. C'est lors de ce premier entretien, le 29 avril 1959, que le général prononce la célèbre phrase, qui commence à faire douter de ses intentions réelles : « L'Algérie de papa est morte, et si on ne le comprend pas on mourra avec elle ». Malgré l'enlisement de la guerre, la violence de plus en plus exacerbée qui oppose l'armée française aux nationalistes algériens, Pierre Laffont continue à appeler au calme et à la réconciliation. En juin 1960, il écrit ainsi dans L'Écho d'Oran : « Notre but est simple : nous voulons vivre et nous voulons vivre Français. Pour l'obtenir nous ne reculerons devant rien, sauf la violence. »

Mais bientôt la réalité le rattrape et met à mal ses convictions et ses espoirs. ... L'OAS, créée au mois de janvier 1961, fait bientôt d'Oran son quartier général et le théâtre principal de ses activités. Devant cette escalade de la violence [entre FLN, OAS ... et barbouzes], Pierre Laffont voit sa position devenir de plus en plus intenable. Pris entre deux feux, celui du FLN et celui de l'OAS, l'homme qui voulait jeter un pont entre les communautés choisit bientôt le silence. Il décide concomitamment de démissionner de son mandat de député le 16 mai 1961 et de cesser d'écrire dans son journal.

Il se souvient, en 1968, de ce moment-là en ces termes : « Dans cette course à l'abîme je n'ai pas ma place [...] conscient de ne pas représenter l'opinion d'une partie importante de mes électeurs, je donne ma démission » (L'Expiation). Il publie un dernier appel à la paix dans son journal : « Aucune considération ne peut m'empêcher, en m'en allant, de répéter avec foi que la violence n'entraîne que la violence et que rien n'est possible dans ce pays sans la concorde des différentes communautés et l'union étroite avec la France. Rien ne se construit sur la haine. »

Ses votes à l'Assemblée nationale traduisent bien la façon dont, d'abord partisan enthousiaste du général de Gaulle, il doit se rendre à l'évidence que celui-ci n'est pas, à son image, un partisan convaincu de l'Algérie française. S'il vote favorablement le programme du gouvernement Debré, le 16 janvier 1959, ainsi qu'au projet de règlement définitif de l'Assemblée nationale, le 3 juin 1959, il ne prend pas part au vote le 15 octobre de la même année sur la déclaration de politique générale du Premier ministre. Il fait de même le 23 décembre 1959 à propos du projet de loi sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés. Il approuve cependant, le 2 février 1960, l'ensemble du projet de loi de pouvoirs spéciaux attribués au gouvernement. Enfin le 11 mai 1960, il ne prend pas part à l'Assemblée au vote sur la modification des dispositions du titre XII de la Constitution sur la Communauté.

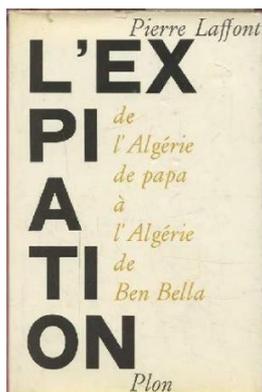
Sur les Echos d'Oran de 1962 figure le nom de Raoul Perrier, président du conseil d'Administration : né à Alger le 1^{er} juin 1914, fils de Lucien Perrier descendant d'Adolphe Perrier, et donc parent de Pierre Laffont, il a été également directeur de la Dépêche Quotidienne d'Algérie. Mais dès 1945 le journal est dirigé par Pierre Laffont qui assurera la fonction de directeur général jusqu'à la nationalisation du quotidien en 1963.

Après la déclaration d'indépendance du 1^{er} juillet 1962, Pierre Laffont décide de rester, en Algérie, à la tête de son quotidien.

Jusqu'à ce qu'au mois de septembre 1963 l'État algérien décide de mettre le journal sous sa tutelle, il en reste le directeur.

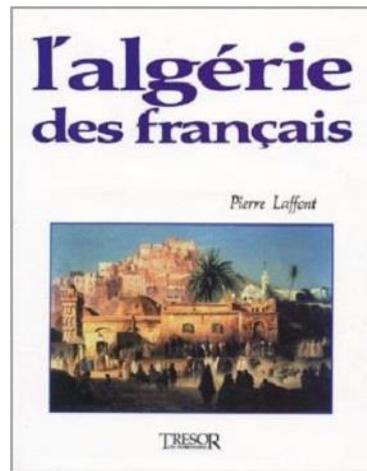
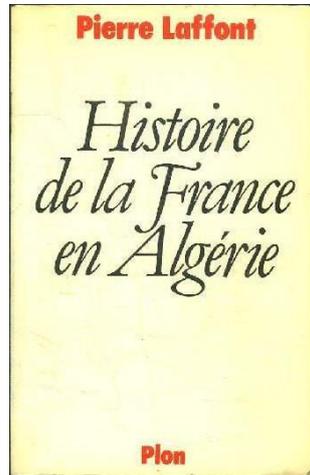
Rentré alors en France, il devient en 1964 le président d'une société d'édition et entre au conseil d'administration des éditions Robert Laffont, son frère.

Il publie en 1968 un premier livre, L'Expiation (Plon), sur ses années de guerre. Témoin privilégié et lucide, il fait des événements une relation circonstanciée et jamais polémique.



Il devient coordinateur d'une des principales organisations de rapatriés d'Algérie, le Recours (Rassemblement et coordination des rapatriés et spoliés d'outre-mer), créée le 17 décembre 1976 à Aix-en-Provence par Guy FORZY, Jacques ROSEAU, Claude LAQUIERRE ...

Il entreprend aussi une relecture de l'histoire de la colonisation française dans une Histoire de la France en Algérie en 1979 (Plon) et dans L'Algérie des Français en 1981 (Trésor du Patrimoine).



Il meurt à Paris le 17 mars 1993.